



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

1^{er} trimestre 2020

APERCU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

La conjoncture économique au Burkina Faso s'est profondément dégradée au cours du 1^{er} trimestre 2020. En effet, le PIB réel corrigé des variations saisonnières recule de 6,6% entre le dernier trimestre de l'année écoulée et le 1^{er} trimestre de l'année en cours. Les prix à la consommation haussent (0,3%) au cours de la même période.

Les exportations en valeur augmentent de 10,3% (+53,8 milliards de FCFA) tandis que les importations en valeur baissent de 6,6% (-38,8 milliards de FCFA).

La mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 17,4% en fin mars 2020. Aussi, les dépenses totales et prêts nets ont un taux d'exécution de 20,3% à la même date.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, en fin mars 2020, affiche un déficit (base engagement) de 78,5 milliards de FCFA.

1. Environnement international

Economie mondiale : baisse de la croissance de l'économie mondiale en 2020

Au cours du 1^{er} trimestre 2020, la conjoncture économique internationale a été frappée par l'apparition de la pandémie de la Covid-19. L'économie mondiale s'est

retrouvée littéralement à l'arrêt au cours du 1^{er} trimestre 2020 à cause de cette crise sanitaire qui s'est généralisée à tous les continents et a engendré une crise économique qui n'est comparable qu'à celle de 1929.

Les statistiques au 1^{er} trimestre en **Chine**, en **Europe** et aux **États-Unis** témoignent d'un impact économique et social d'une ampleur historique. Le commerce international avait pratiquement disparu, plusieurs entreprises ont déjà annoncé des licenciements massifs et des fermetures définitives d'usine ont été enregistrées. Par exemple, aux **Etats-Unis**, une hausse record du chômage est observée avec plus de 3 millions de demandeurs d'emploi et un taux de chômage qui passe de 3,5 % en février à 14,7 % en mars 2020 ; son niveau le plus haut depuis juin 1940.

L'**Union européenne** aussi a plongé dans la récession au 1^{er} trimestre de 2020. L'**Allemagne** est officiellement entrée en grande récession dès le 1^{er} trimestre 2020, elle connaît ainsi sa plus mauvaise situation économique depuis sa réunification en 1990.

La croissance dans la zone euro et les économies avancées est faible au 1^{er} trimestre 2020

Au 1^{er} trimestre 2020, la croissance économique a fortement baissé dans l'ensemble des pays de la **zone euro** ainsi que celle des économies avancées. En effet, le taux de croissance du PIB réel dans l'ensemble de la **zone euro** a chuté de 1,6% contre 3,4 dans la zone **G20**. Certains pays ont été plus touchés par les effets de la crise sanitaire, dus au fait qu'ils ont introduit le plus tôt les mesures de confinement strictes. La **France** et l'**Italie** ont connu une contraction de leur PIB réel (-5,3% pour ces deux derniers), l'**Allemagne** (-2,2%) et le **Royaume-Uni** (-2,0%). La contraction a été moins prononcée au **Japon** (-0,6%) et en **Australie** (-0,3%).

Le PIB s'est également contracté aux **Etats-Unis** (-1,3%), en **Corée du Sud** (-1,3%) et au **Brésil** (-1,5%).

En glissement annuel, la croissance du PIB dans la **zone euro** a ralenti de 3,3%, par rapport au 1^{er} trimestre 2019 et de 1,5% pour la zone G20. Parmi les économies avancées, la **Turquie** a enregistré la croissance annuelle la plus élevée (+4,4%) alors que la **Chine** a enregistré la plus mauvaise performance en termes de croissance annuelle (-6,8%).

Conjoncture morose en Afrique

En **Afrique**, le fait d'avoir moins de cas confirmés de COVID-19 par rapport à d'autres régions ne signifie pas qu'elle soit à l'abri des conséquences notamment les chocs économiques. La Commission Economique pour l'Afrique (**CEA**) prévoit une baisse importante de la croissance économique annuelle de l'Afrique de 3,2% à 1,8%. Les raisons de cette baisse sont multiples. En effet, du fait de l'interconnexion du continent avec les économies affectées de l'**Union européenne**, de la **Chine** et des **États-Unis**, des effets d'entraînement via le commerce international feront ressentir à l'**Afrique** les conséquences économiques de la crise.

La croissance est en baisse prononcée dans la zone UEMOA au 1^{er} trimestre 2020

Le taux de croissance économique de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (**UEMOA**) est projeté à 2,6% contre une prévision initiale de 6,6% pour l'ensemble de l'année 2020 à cause de la COVID-19. Le PIB de l'Union a progressé, en glissement annuel de 3,3% au 1^{er} trimestre 2020, après 6,5% un trimestre plus tôt. Cette décélération de l'activité économique est surtout imputable au secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance a baissé de moitié par rapport au trimestre précédent, reflétant ainsi les premiers impacts de la propagation de la pandémie, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, des transports et du commerce.

Evolution de taux de change par rapport au FCFA de certaines devises

(NB : L'analyse porte sur le dernier mois du 4^e trimestre 2019 et celui du 1^e trimestre 2020)

Au mois de mars 2020 comparativement au mois de décembre 2019, le dollar US, le franc suisse et le cedi ghanéen se sont appréciés par rapport au franc CFA respectivement de 0,4%, de 2,5% et de 2,2%. En revanche le rand sud-africain s'est déprécié vis-à-vis du franc CFA de 19,54% au cours de la même période.

Par rapport au même mois de l'année dernière, on assiste à une appréciation du dollar US (+2,2%), du franc suisse (+6,9%). Par contre, on observe une dépréciation du rand (-15,2%) et du cedi (-5,15%).

Evolution des cours mondiaux des principales matières premières exportées et importées par l'Union.

(NB : L'analyse porte sur le dernier mois du 4^e trimestre 2019 et celui du 1^e trimestre 2020)

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole est en baisse au mois de mars 2020 en glissement trimestriel et en glissement annuel. En effet, au mois de décembre 2019, le prix du baril de pétrole était de 63,4 dollars. Un trimestre plus tard, il est ressorti à 32,2 dollars soit une baisse de 49,2%. En rythme annuel, on observe également une importante baisse du prix du baril de pétrole de 49,5% au niveau mondial.

- *Le cours mondial de l'or*

Le cours de l'or est en hausse tant en glissement annuel que trimestriel au taux respectif de 22,4% et de 7,6%. En effet, au mois de mars 2020, le cours de l'once d'or était de 1 592 dollars alors qu'un trimestre plus tôt, il était de 1 479 et de 1 301 une année plus tôt.

- *Le cours mondial du coton*

Au mois de mars 2020, le cours du kilogramme de coton était 1,50 dollars. Un trimestre plus tôt, le cours du kilogramme de coton était de 1,67 dollars, ce qui représente une baisse du cours de 10,3%. Une année plus tôt, soit en mars 2019, le cours du kilogramme était de 1,85 dollars soit une baisse de 18,9%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Recul de la croissance du PIB réel en rythme trimestriel au 1^{er} trimestre 2020 (-6,6%)

Au 1^{er} trimestre 2020, le PIB réel corrigé des variations saisonnières a baissé de 6,6% par rapport au trimestre précédent après une croissance de 3,7% enregistrée au quatrième trimestre de l'an passé. Cette contreperformance de l'économie burkinabè enregistrée au cours du trimestre trouve ses causes principalement dans la crise sanitaire mondiale du COVID-19 qui a impacté le secteur secondaire (-13,5%) et le secteur tertiaire (-12,9%) malgré la bonne tenue de l'activité économique dans le secteur primaire (+12,7%).

Le profond ralentissement de l'activité dans le secteur secondaire est principalement dû à la baisse de la croissance de l'activité manufacturière (-9,3%) et de l'effondrement des chiffres d'affaires dans les activités de production d'électricité, de l'eau et de l'assainissement dû notamment à la subvention de l'Etat pour ces secteurs en temps de COVID-19.

Dans le secteur tertiaire, la forte baisse de l'activité au 1^{er} trimestre 2020 est due entre autres au ralentissement des activités de « commerce et réparation (-35,6%) », « Transport et entreposage (-27,9%) », « Hébergement et restauration (-48,0%) ».

La bonne performance dans le secteur primaire est due exclusivement à la bonne tenue de l'activité agricole (17,1%).

En variation annuelle, la croissance du PIB réel a reculé de 1,3% marquée par une baisse importante de l'activité dans les secteurs secondaire (-8,3%) et tertiaire (-8,5%). Toutefois, l'activité dans le secteur primaire est en forte hausse (+20,4%).

2.i. Production agricole

La production céréalière en baisse

La production céréalière, pour la campagne agricole 2019/2020, évaluée à 5 029 321 tonnes est en baisse (-2,9%) par rapport à la campagne précédente mais en hausse (+9,2%) comparée à la moyenne quinquennale.

La production de la campagne actuelle est une fois de plus dominée par la production du maïs qui représente 35,0% de la production céréalière.

La baisse de la production des cultures céréalières est imputable à la mauvaise campagne agricole touchant la quasi-totalité des cultures céréalières. La production du maïs (+3,5%) est passée de 1 700 127 tonnes l'année dernière à 1 759 493 tonnes cette année. Aussi, la production du riz est en hausse (+4,5%) entre la campagne céréalière précédente et celle en cours, elle est passée de 350 359 tonnes à 366 010 tonnes.

Par contre, les productions de mil, de fonio et de sorgho sont en baisse respectivement de 13,8% ; 2,1% et 3,2%. En effet, la production de mil est passée de 1 189 079 tonnes à 1 024 713 tonnes tandis que celle du fonio est passée de 11 270 tonnes à 11 034 tonnes et celle de sorgho a été de 1 868 071 tonnes contre 1 929 834 tonnes pour la campagne précédente. La production des autres cultures vivrières (igname, patate, niébé, voandzou) est en baisse de 3,5% par rapport à la campagne précédente et en hausse de 7,5% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production des cultures de rente hausse de façon significative

La production des cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja) s'est accrue significativement de 25,4% par rapport à la campagne 2018/2019 après avoir décliné de 19,4%. Cette hausse est imputable à la quasi-totalité des cultures de rente excepté le coton et le sésame. En effet, la production de l'arachide ainsi que celle du soja sont en hausse importante de 84,4% et de 979,5%. Si, de la campagne agricole de 2018/2019 à celle de 2019/2020, la production de l'arachide est passée de 329 783 tonnes à 608 200 tonnes, celle du soja est passée de 31 314 tonnes à 338 037 tonnes.

Quant au sésame, sa production a chuté de 82,7% et s'est établie à 43 829 tonnes à la campagne 2019/2020 contre 253 936 tonnes à la campagne précédente. Aussi, la production du coton est passée de 482 173 à 385 643 tonnes soit une baisse de 20,0%.

Comparée à la moyenne des cinq dernières années, la croissance de la production des cultures de rente a crû de 2,4%.

2.ii. Industries et mines

La production industrielle marque un léger bond

Après avoir connu une hausse de 16,2% au quatrième trimestre 2019, la production industrielle s'est accrue faiblement au 1^{er} trimestre 2020. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI, base 100 en 2007) est passé de 168,6 à 173,0 respectivement entre le quatrième trimestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020, soit une hausse de 2,6%. Cette hausse au titre de ce trimestre est due aux importantes hausses de la « fabrication de textiles » (105,2%), la « Fabrication des produits à base de tabac » (+47,7 %), de la « fabrication de produits chimiques » (+24,3%) malgré une chute des activités de la « métallurgie et fonderie » (-80,1 %).

En glissement annuel, la production industrielle est restée presque stable comparativement au 1^{er} trimestre 2020 (+0,4 %).

Détérioration du climat des affaires dans le secteur des industries au 1er trimestre 2020

De l'opinion des chefs d'entreprises, la conjoncture économique nationale a été difficile au 1^{er} trimestre 2020. En effet, en glissement trimestriel, il ressort des avis des opérateurs économiques, que la production et les recettes sont en baisse dans un climat des affaires défavorable. En outre, ils font face à des tensions de trésorerie.

2.iii. Eau

La consommation totale d'eau potable en hausse

Le cumul du nombre d'abonnés au réseau de distribution d'eau potable est passé de 424 876 en fin décembre 2019 à 435 656 en fin mars 2020, ce qui représente une hausse de 2,5%. En glissement annuel, la hausse du nombre d'abonnés a été plus importante (+6,9%).

2.iv. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale se réduit

Les exportations en valeur ont connu une hausse de 10,3 % (+53,8 milliards de FCFA) au 1^{er} trimestre 2020. Toutefois, en glissement annuel, les exportations sont passées de 547,4 milliards à 577,4 milliards de FCFA (soit une hausse de 5,5%).

Les importations en valeur sont estimées à 590,9 milliards de FCFA au 1^{er} trimestre 2020 contre 629,7 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 6,2 %. Par rapport au même trimestre de l'année précédente les importations ont augmenté de 0,9 %.

Le taux de couverture se situe à 97,7 % au 1^{er} trimestre 2020 avec une progression de 14,5 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2019. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 1,4 point de pourcentage. Le déficit commercial s'établit à 13,5 milliards de FCFA au 1^{er} trimestre 2020 contre 106,1 milliards de FCFA au trimestre précédent et 38,5 milliards de FCFA au 1^{er} trimestre 2019.

Au 1^{er} trimestre 2020, les exportations en volume ont été marquées par une importante hausse (35,7%) comparativement au quatrième trimestre. Par rapport au 1^{er} trimestre 2019, les exportations sont plus importantes en volume et ressortent augmentées de 23,9 %. Les exportations en volume sont passées de 330,9 milles tonnes au quatrième trimestre 2019 à 449,1 milles tonnes au 1^{er} trimestre 2020, soit une hausse de 118,3 milles tonnes.

Les importations en volume sont en hausse aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. Elles sont passées de 1 364,0 milliers de tonnes au quatrième trimestre 2019 à 1 576,8 milliers de tonnes au 1^{er} trimestre 2020, soit une hausse de 15,6%. Comparativement au 1^{er} trimestre 2019 où elles étaient estimées à 1 356,3 milles tonnes, les importations en volume ont augmenté de 16,3 %.

2.v. Prix

Les prix à la consommation baissent légèrement au 1^{er} trimestre 2020

(NB : L'analyse porte sur le dernier mois du 4^e trimestre 2019 et celui du 1^e trimestre 2020)

En mars 2020, les prix à la consommation ont connu une baisse de 0,3 % tant en glissement trimestriel que annuel. Cette légère baisse des prix en variation trimestrielle est imputable surtout à la baisse des prix au niveau des fonctions de consommation « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-7,1 %), « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-1,1 %) et « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (-0,2 %).

La baisse des prix des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-4,0%), des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,6%), et de la fonction de consommation « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-0,2 %) sont les principales causes de la baisse du niveau général des prix à la consommation de mars 2020 par rapport à mars 2019, même si les prix des fonctions « Enseignement » (+2,7%), « Transport » (+0,7%), et « communication » (+0,3 %) ont enregistré des hausses.

2.vi. Emploi

« Chute de la demande d'emploi »

Au 1^{er} trimestre 2020, la demande d'emploi a baissé en glissement trimestriel de 38,9%. Cette baisse des demandeurs d'emploi est imputable à ceux du niveau d'instruction des autres diplômés (-70,4 %), ceux de niveau CEP (-56,4%), CAP (-55,7%). Chez les sujets âgés de moins de 20 ans et de 20 à 24 ans, la demande d'emploi a également pris du recul.

En glissement annuel, on enregistre une contraction de la demande d'emploi de 18,8 %. Cette baisse est significative chez les candidats âgés de moins de 20 ans (-82,0%) et de 55 ans (-50,0%), chez les « illettrés » (-80,0%) et ceux ayant un niveau « DEUG » (-47,4%).

2.vii. Finances publiques

Amélioration du déficit budgétaire

A fin mars 2020, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 17,4%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 446,8 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 562,3 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 508,1 milliards de FCFA à fin mars 2020 pour une prévision annuelle de 2 508,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 20,3%.

Comparativement à la même période de 2019, les ressources mobilisées ont progressé de 15,6 milliards de FCFA (+3,6%). Cette augmentation s'explique essentiellement par une amélioration de la mobilisation des ressources propres de 5,2 milliards de FCFA (+5,2%), celle des dons ayant diminué de 5,7 milliards de FCFA (-24,95%).

Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 81,3 milliards de FCFA (+19,0%) comparés à fin mars 2019. Cette hausse est liée à l'augmentation des dépenses courantes de 80,7 milliards de FCFA (+18,8%) et des dépenses en capital de 26,1 milliards de FCFA (+27,9%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2020, affiche un déficit (base engagement) de 78,5 milliards de FCFA contre un excédent de 4,4 milliards à fin mars 2019, soit une dégradation de 82,8 milliards de FCFA.

2.viii. Situation monétaire

Détérioration des créances nettes sur l'Administration Centrale

A fin mars 2020, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 62,4 milliards de FCFA (+4,1%). Cet afflux est imputable exclusivement aux actifs extérieurs nets de la BCEAO qui ont

augmenté de 247,8 milliards de FCFA (+322,9%) malgré une baisse des actifs extérieurs nets des banques de dépôt de 185,3 milliards de FCFA (-12,9).

Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 64,6 milliards de FCFA (+24,9%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 108,0 milliards de FCFA (+3,6%). Cet afflux s'explique par l'augmentation aussi bien des créances sur l'économie qui se sont accrues de 61,7 milliards de FCFA (+2,1%) que des créances nettes sur l'Administration Centrale qui ont crû de 46,3 milliards de FCFA (+33,4%).

Par rapport à fin mars 2019, les créances intérieures se sont accrues de 58,4 milliards de FCFA (+3,9%).

La masse monétaire en fin mars 2020 est ressortie à 4 249,2 milliards de FCFA, en hausse de 192,8 milliards de FCFA (+5,3%) comparée à fin décembre 2019. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 343,7 milliards de FCFA (+8,8%).

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques: **B. François RAMDE**

Chef de Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Alidou GUIGMA**

Distribution: **Direction de l'informatique et du management de l'information statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture Tél : (+226) 25 49 85 02 Fax : (+226) 25 37 62 26

Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Site Web:www.insd.bf, Email:insd@insd.bf